



Présidence : Biélorussie

1009^e SÉANCE PLÉNIÈRE DU FORUM

1. Date : mercredi 11 mai 2022 (dans la Neuer Saal et par visioconférence)

Ouverture : 10 heures

Clôture : 10 h 45

2. Président : Ambassadeur A. Dapkiunas

3. Sujets examinés – Déclarations – Décisions/documents adoptés :

Point 1 de l'ordre du jour : DÉCLARATIONS GÉNÉRALES

Situation actuelle en matière de sécurité dans l'espace de l'OSCE : Fédération de Russie (annexe 1) (FSC.DEL/206/22), France-Union européenne (annexe 2), Suisse (FSC.DEL/201/22 OSCE+), Canada (annexe 3), Royaume-Uni (annexe 4)

Point 2 de l'ordre du jour : QUESTIONS DIVERSES

a) *Mécanisme d'avertissement et de rappel conformément à la Décision du FCS n° 10/02 (FSC.DEC/10/02)* : Président (FSC.DEL/203/22 OSCE+)

b) *Point sur le projet extrabudgétaire de l'OSCE intitulé « Programme d'apprentissage en ligne du Forum pour la coopération en matière de sécurité »* : Représentant du Centre de prévention des conflits

4. Prochaine séance :

Mercredi 18 mai 2022, à 10 heures, dans la Neuer Saal et par visioconférence



1009^e séance plénière

Journal n° 1015 du FCS, point 1 de l'ordre du jour

DÉCLARATION
DE LA DÉLÉGATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Monsieur le Président,

Je voudrais commencer ma déclaration aujourd'hui par les paroles que le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, a adressées aux forces armées russes à l'occasion du 77^e anniversaire de la victoire du peuple soviétique dans la Grande Guerre patriotique : « La Russie a exhorté l'Occident à participer à un dialogue honnête, à rechercher des solutions de compromis raisonnables et à prendre en considération les intérêts de chacun. En vain... Des préparatifs ont été entrepris ouvertement en vue de procéder à une opération punitive de plus dans le Donbass, une invasion de nos terres historiques, dont la Crimée. Des déclarations ont été faites à Kiev à propos de la possibilité d'acquérir des armes nucléaires. Le bloc de l'OTAN a entrepris l'assimilation militaire active de territoires qui nous sont adjacents... Cette agression a été repoussée préventivement par la Russie. C'était une décision forcée et opportune – la seule qu'il convenait de prendre. »

L'opération militaire spéciale menée par la Russie en Ukraine doit être considérée comme la conséquence de la politique expansionniste agressive de l'OTAN sous la direction des États-Unis d'Amérique, qui, en violation des engagements politico-militaires auxquels ils ont souscrit dans le cadre de l'OSCE, s'efforcent de parvenir à la suprématie militaire. L'Alliance de l'Atlantique Nord continue de modifier radicalement la situation politico-militaire en Europe et d'ébranler l'équilibre stratégique des forces, faisant fi de nos avertissements répétés sur le danger que représente une telle approche du système de sécurité européen. Elle concentre davantage de troupes en Europe orientale – entre autres moyens, en transférant des contingents du continent nord-américain. Dans le cadre de l'exercice multinational « DEFENDER-Europe 2022 », elle prépare activement des opérations militaires à l'est. En Ukraine, elle compte sur les néonazis et les bandéristes, et des forces de renseignement des États-Unis ont été déployées pour les aider.

Comme l'a déclaré l'homme d'État américain Henry Kissinger : « Être un ennemi de l'Amérique peut être dangereux, mais être un ami est fatal. » Pour l'instant, l'Ukraine, qui considère le Gouvernement des États-Unis comme son principal protecteur et allié, est exploitée cyniquement pour mener une guerre par procuration contre la Russie « jusqu'au dernier Ukrainien » et les sociétés militaro-industrielles du pays continuent de faire fortune sur le sang versé. Fin février, les actions de Lockheed Martin ont bondi de 18 %, celles de

Raytheon Technologies Corporation de 14 % et celles de General Dynamics de 12,5 %. Le Gouvernement des États-Unis profite également de la mise en œuvre de la loi du prêt-bail signée par le Président Biden le 9 mai, qui vise à faciliter la procédure de fourniture d'armes à l'Ukraine. Il n'est pas étonnant que les pays de l'OTAN cherchent à persuader le Gouvernement ukrainien d'abandonner le processus de négociation, la seule alternative étant la prolongation de l'effusion de sang – et, par voie de conséquence, l'enrichissement de la machine de guerre occidentale. Telle est l'éthique d'une communauté « civilisée » d'États.

Dans le même ordre d'idées, les dirigeants des pays du G7 ont déclaré leur détermination à faire en sorte que la Russie « ne triomphe pas » en Ukraine. Nous considérons qu'une telle rhétorique soutient le militarisme agressif et le néonazisme en Europe. Il n'y a sinon pas d'autre moyen d'expliquer le fait que le monde occidental n'ait pas porté attention au message de félicitations du Président Zelensky le 9 mai, Jour de la Victoire, qu'il a accompagné d'une photo d'un nationaliste du Secteur droit portant l'insigne de la troisième division de chars SS « Totenkopf » – cette division-là même qui a été responsable du massacre brutal d'une centaine de prisonniers de guerre britanniques pendant la campagne de 1940 en France. Quelle ironie amère. Quelle ignoble insulte à la mémoire historique. Nos collègues occidentaux ont-ils pris le temps de réfléchir à ce que leurs ancêtres héroïques auraient pensé de la façon dont ils sont maintenant de connivence avec le nazisme, contre lequel le Royaume-Uni, les États-Unis et la France ont combattu pendant la Seconde Guerre mondiale ?

Monsieur le Président,

Les nationalistes ukrainiens et les mercenaires étrangers continuent de faire la guerre à la population civile de l'Ukraine et des républiques du Donbass. Les autorités de l'Union européenne et des pays de l'OTAN encouragent ces crimes de guerre. Les médias mondiaux qui sont sous leur contrôle ne se préoccupent par la situation réelle : ils ne font qu'exécuter des ordres politiques pour attiser l'hystérie anti-Russe. Ils ne parviendront cependant pas à faire en sorte qu'un « rideau de fer » s'abatte sur l'information en Europe.

La communauté des États occidentaux « civilisés » devra entendre parler des bombardements aveugles quotidiens des localités de la République populaire de Donetsk (RPD) et de la République populaire de Lougansk (RPL) effectués au moyen de roquettes à sous-munitions lancées par des systèmes de lance-roquettes multiples et d'artillerie de gros calibre. Au cours de la période allant du 17 février au 10 mai de cette année, 108 civils, dont quatre enfants, ont été tués en RPD. Pas moins de 470 citoyens ont été blessés à divers degrés de gravité. Au total, plus de 3 216 bâtiments résidentiels et de 670 infrastructures civiles ont été endommagés. Des cimetières d'enfants ont vu le jour sur le territoire européen parce que le Gouvernement ukrainien l'a voulu. C'est ainsi que le Donbass vit depuis maintenant huit ans.

La communauté des États occidentaux « civilisés » devra entendre parler des violations à grande échelle commises par le régime de Kiev des normes et principes du droit international humanitaire, en particulier des Conventions de Genève, en ce qui concerne l'interdiction du déploiement d'armes lourdes dans les zones résidentielles et l'utilisation de civils comme boucliers humains et d'infrastructures civiles à des fins militaires. Les néonazis ukrainiens utilisent délibérément des tactiques de combat inhumaines. Nous diffuserons une

liste des centres médicaux et des établissements scolaires dans lesquels les nazis ukrainiens ont cyniquement établi des places fortes. Cette liste sera mise à jour régulièrement.

À l'instigation d'une minorité de pays occidentaux, les médias européens étouffent les faits qui ont été révélés en ce qui concerne la violation flagrante par le régime nationaliste de Kiev de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel (Convention d'Ottawa) de 1997. Des mines MON, PMN et OZM ont été découvertes dans les champs situés aux alentours de la localité de Velyka Novosilka, et des mines PMN dans le village de Makarivka. Un dépôt entier de mines MON-50 et MON-90 a été découvert à l'usine métallurgique et sidérurgique Ilyich qui a été libérée à Marioupol ; elles avaient été laissées sur place par les nationalistes ukrainiens au cours de leur retraite. Nos collègues se souviennent probablement de la façon dont la délégation ukrainienne a assuré les États participants de l'OSCE, année après année, que les forces armées ukrainiennes n'utilisaient pas de telles munitions et que le Gouvernement ukrainien s'acquittait des obligations qui lui incombent en vertu de la Convention d'Ottawa de manière transparente et de bonne foi. C'était un mensonge. Nous sommes indignés par ce dernier exemple frappant en date de la façon dont les représentants officiels ukrainiens trompent depuis des années les instances internationales à Vienne et à Genève.

La communauté des États occidentaux « civilisés » ne prête pas attention au fait que le régime criminel de Kiev n'exclut pas la possibilité de se livrer à une provocation dangereuse au sein du « triangle » de l'industrie chimique. Plus de 30 entreprises sont concentrées dans cette zone, qui compte plus de 300 000 habitants. Les néonazis ont miné des conteneurs de produits chimiques dangereux (ammoniac, nitrate d'ammonium, acide nitrique) à l'usine Azot de Sievierodonetsk en vue de les faire exploser immédiatement s'ils étaient contraints d'abandonner leurs positions. Des unités des forces armées ukrainiennes ont installé des obusiers D-30 et des systèmes de lance-roquettes multiples dans une cimenterie et une cokerie-usine chimique expérimentales situées à Kharkiv, qui abritent un grand nombre de réservoirs contenant des fluides industriels toxiques. Sachant pertinemment que des civils seront victimes de leurs actions cyniques, ces combattants provoquent les forces armées russes à ouvrir le feu en représailles afin qu'ils puissent ensuite rejeter la responsabilité d'éventuelles victimes civiles sur nos militaires.

Pour l'Occident « civilisé », il est embarrassant d'admettre que les spécialistes de l'OTAN qui sont chargés de former les radicaux ukrainiens sont bien connus. D'autant plus que de nouvelles preuves apparaissent de l'implication des forces armées canadiennes dans la formation des nationalistes du régiment Azov, qui a été intégré dans les structures de la Garde nationale ukrainienne. Le 28 avril, le site Internet CTVNews.ca a publié une analyse de l'une de ses correspondantes, Christy Somos, dans laquelle cette dernière soutient que la sélection et la surveillance des recrues ukrainiennes pour déterminer si elles avaient des opinions nazies ou fascistes ne faisaient pas partie du mandat de l'opération UNIFIER. La délégation canadienne auprès du Forum pour la coopération en matière de sécurité a tenté de nous convaincre du contraire. En outre, l'article cite des cas de combattants du régiment Azov ayant bénéficié de services éducatifs dépassant le cadre du programme. Une photographie de 2019, sur laquelle on voit un membre du régiment Azov, Kyrylo Berkal (surnommé « Kirk »), poser pour la caméra en compagnie d'instructeurs canadiens, illustre le caractère « cordial » des relations qui se sont développées avec les nationalistes ukrainiens.

Nonobstant les faits susmentionnés, l'Occident « civilisé » n'éprouve aucune honte à se salir les mains dans une guerre par procuration qui contribue à son discrédit ni à participer à des provocations militaires antirusse. À partir du 7 mai, à la demande de Volodymyr Zelensky et avec la participation de conseillers des États-Unis et du Royaume-Uni, l'état-major général des Forces armées ukrainiennes a tenté d'exécuter un plan téméraire visant à s'emparer de l'île de Zmiinyi (île des Serpents), qui revêt une grande importance pour le contrôle de la partie nord-ouest de la mer Noire. Le personnel militaire russe présent sur l'île a résisté à cette provocation. L'ennemi a subi des pertes importantes dans ses rangs (plus de 50 saboteurs) et en matériel militaire (trois bombardiers Su-24, un avion de chasse Su-27, dix hélicoptères, 30 véhicules aériens sans pilote, dont neuf drones de combat Bayraktar TB2, et trois engins d'assaut blindés de classe Centaure du projet 58181). Nous devons lancer un avertissement ferme que tout effort similaire visant se venger de l'île des Serpents sera réprimé impitoyablement.

Monsieur le Président,

Les forces armées de la Fédération de Russie se battent aux côtés de la RPD et de la RPL pour un monde dans lequel les escouades punitives et les nazis n'ont pas leur place. Toutes les tâches qui ont été fixées en ce qui concerne la dénazification et la démilitarisation de l'Ukraine seront menées à bien.

À l'heure actuelle, de violents combats se déroulent autour d'Izioum en direction de Kharkiv. Les troupes russes poursuivent leur offensive dans la région de Krasnyi Lyman, contraignant les unités ukrainiennes à quitter leur tête de pont sur la rive gauche du Seversky Donets. Des affrontements ont lieu près de Novoselivka, Bilohorivka et Shpylivka. Il y a eu une avancée des troupes russes le long du flanc méridional du « semi-chaudron » de Sievierodonetsk-Lysychansk. Dans le même temps, à partir de la localité de Popasna, une offensive a débuté dans la région de Zolote et de Hirske. Les forces russes et celles de la RPD poursuivent leur avancée vers les localités d'Avdiivka et de Niu-York.

Dans le cadre de la démilitarisation de l'Ukraine, 164 avions, 125 hélicoptères, 798 véhicules aériens sans pilote, 302 systèmes de missiles antiaériens, 2 983 chars et autres véhicules blindés, 351 systèmes de lance-roquettes multiples, 1 440 pièces d'artillerie et mortiers de campagne ainsi que 2 796 véhicules tactiques ont été détruits depuis le début de l'opération militaire spéciale.

Les forces armées de la Fédération de Russie continuent de détruire systématiquement toutes les cargaisons de produits à usage militaire destinées au régime criminel de Kiev ainsi qu'aux instructeurs et mercenaires occidentaux. La semaine dernière, des missiles de haute précision à lanceur aérien et des systèmes de missiles balistiques tactiques Iskander ont été utilisés pour détruire des livraisons d'armes en provenance des États-Unis et de pays européens à proximité des gares ferroviaires de Sil, Bohodukhiv, Krasnohrad et Karlivka. Des armes de précision à longue portée ont servi à détruire six sous-stations de traction près des gares ferroviaires de Pidbirtsi, Lviv, Volovets, Tymkove et Piatikhatka qui ont été utilisées pour livrer des armes et des munitions au groupe tactique ukrainien dans le Donbass. Les pays occidentaux qui sont déterminés à livrer des armes à l'Ukraine ne devraient pas douter que tous les autres produits à usage militaire connaîtront le même sort.

Pour terminer, nous considérons qu'il est extrêmement important de noter que, contrairement aux insinuations des pays occidentaux, le calme et la paix reviennent dans les territoires libérés des nationalistes. Les monuments dédiés aux héros de la Grande Guerre patriotique sont en cours de restauration. Des écoles et des magasins sont ouverts à Marioupol, où les transports publics fonctionnent. Près de 19 000 tonnes d'aide humanitaire ont été livrées aux habitants de la RPD, de la RPL et d'un certain nombre de régions ukrainiennes. Cette année, ils ont pu, pour la première fois en huit ans, célébrer le Jour de la Victoire, porter sans crainte le ruban de Saint-Georges et honorer la mémoire de leurs ancêtres – les soldats soviétiques qui sont tombés en combattant pour l'avenir de l'Europe sans nazisme. C'est aussi pour cela que les forces armées de la Fédération de Russie et les troupes alliées de la RPL et de la RPD se battent.

Merci, Monsieur le Président. Je demande que la présente déclaration soit annexée au journal de la séance.



1009^e séance plénière

Journal n° 1015 du FCS, point 1 de l'ordre du jour

DÉCLARATION DU REPRÉSENTANT DE L'UNION EUROPÉENNE

La délégation française, représentant le pays qui exerce la Présidence de l'Union européenne (UE), a donné la parole au représentant de l'UE, qui a fait la déclaration suivante :

En réponse à l'intervention de la délégation russe, permettez-moi de déclarer ce qui suit au nom de l'UE et de ses États membres :

Nous sommes aujourd'hui au 77^e jour de la guerre d'agression préméditée, non provoquée, injustifiée et barbare menée par la Russie contre l'Ukraine. Nous condamnons cette guerre dans les termes les plus fermes possibles.

Aujourd'hui, nous avons été exposés une fois de plus à la distorsion de la vérité, à la désinformation et à la propagande pratiquées par la délégation russe. La vérité est simple : la Russie est l'agresseur, l'Ukraine la victime de l'agression. Cette guerre n'a aucune justification, ni aujourd'hui ni dans le passé. Nous déplorons également la complicité de la Biélorussie qui a facilité l'agression militaire russe en mettant son territoire à disposition pour l'agression de son voisin. Nous resterons pleinement solidaires de la victime et continuerons de soutenir activement l'Ukraine et le peuple ukrainien. En vertu du droit international, conformément à l'article 51 de la Charte des Nations Unies, l'Ukraine a le droit de se défendre car elle est l'objet d'une agression armée de la Russie. L'Ukraine exerce son droit naturel de légitime défense, et tous les États ont le droit de prêter assistance à l'Ukraine.

La Russie porte l'entière responsabilité des souffrances et des tragédies humaines indicibles, de la perte de tant de vies et des destructions et déplacements massifs dans toute l'Ukraine. Les responsables de toutes ces atrocités, y compris les crimes de guerre ou les crimes contre l'humanité, doivent répondre de leurs actes.

Nous exigeons de nouveau que la Russie cesse immédiatement et sans condition ses actions militaires et qu'elle retire toutes ses troupes et tout son équipement de l'ensemble du territoire ukrainien, y compris la péninsule de Crimée annexée illégalement. Nous demandons également de nouveau à la Biélorussie qu'elle cesse de faciliter l'agression russe et qu'elle se conforme à ses obligations internationales.

Nous réaffirmons notre soutien de principe à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine ainsi qu'à son droit de choisir son propre avenir.

Nous ne reconnâtrons jamais aucune entité illégale ni annexion du territoire ukrainien.

Je demande, Monsieur le Président, que le présent doit de réponse soit annexé au journal de la séance.

1009^e séance plénière

Journal n° 1015 du FCS, point 1 de l'ordre du jour

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION CANADIENNE

Chers collègues,

La Russie veut faire croire que la guerre d'agression qu'elle mène contre l'Ukraine est, on ne sait trop comment, justifiée et nécessaire pour la défense de la Russie ou parce qu'elle a été d'une façon ou d'une autre menacée, mais rien ne saurait être plus éloigné de la vérité. Il n'y avait pas de menace pour la Russie, pas besoin d'intervention, seulement des craintes construites sur des mensonges et des prétextes fallacieux. Malgré sa sous-performance répétée dans les opérations de combat et une résistance efficace et persistante des Ukrainiens, qui luttent courageusement pour défendre leur pays, défendre leurs foyers et assurer un avenir démocratique à leurs familles, la Russie veut faire croire que cette invasion illégale et violente de son voisin souverain se déroule comme prévu, mais, une fois de plus, rien ne saurait être plus éloigné de la vérité.

Face à une propagande aussi implacable et à une désinformation aussi flagrante, nous devons rester attachés à la vérité, et cette vérité demeure incontestable : l'Ukraine et son peuple n'ont rien fait pour provoquer ou fomenter ce conflit. L'Ukraine n'est pas l'agresseur. Bien au contraire. Aucune menace ne pesait sur la Russie. Il s'agit d'une guerre d'agression nourrie par l'ambition impériale répressive de la Russie et alimentée par son déni de l'identité de l'Ukraine et l'appropriation de sa souveraineté. (La Russie l'a fait à maintes reprises : en Géorgie en 2008, en Ukraine en 2015, et à nouveau en Ukraine cette année).

La Russie porte l'entière responsabilité des actes de violence qu'elle commet contre la population civile de l'Ukraine et de la destruction généralisée de ses infrastructures civiles causée par son recours indiscriminé à l'artillerie et à des bombardements non guidés, tactiques médiévaux. Les récentes informations faisant état du bombardement d'une école à Bilohorivka, où 90 personnes avaient trouvé refuge et 60 personnes auraient été tuées, sont particulièrement grotesques.

Il convient également de rappeler que cette guerre d'agression représente un acte de mépris sans précédent pour les principes et les engagements auxquels nous avons souscrit en commun dans le cadre de l'OSCE ainsi que pour le droit international. La Russie, aidée de la Biélorussie, a commis un acte d'agression qui a été planifié et entrepris au nez et à la barbe de ce Forum, la Fédération de Russie et la Biélorussie se moquant de nos mesures communes de confiance et de sécurité dans des déclarations aussi audacieuses que fausses prononcées

ici-même. Ayant autorisé non seulement la mise en place de forces de combat russes sur son territoire, mais aussi la conduite d'opérations de combat à partir de celui-ci, la Biélorussie reste complice de ce conflit. On nous a déclaré à plusieurs reprises que les troupes russes « effectuaient un exercice en Biélorussie et ne constituaient aucune menace pour l'Ukraine », « qu'elles rentreraient chez elles » et que « la Russie n'avait aucune intention d'envahir l'Ukraine ». Tout cela n'était qu'un mensonge pur et simple, une tentative de nous tromper et un abus flagrant de ce Forum. Ces actions de la Russie (facilitées par la Biélorussie) restent totalement incompatibles avec les principes auxquels nous avons souscrit en commun dans le cadre de l'OSCE et sont un affront direct à l'ordre international fondé sur des règles.

La semaine dernière, nous avons de nouveau entendu un exposé sur des « exercices inopinés » qui sont en cours en Biélorussie, mais, comme déjà lors de séances d'information similaires tenues en février, nous notons que l'on nous dit que ces exercices ne représentent pas une menace pour qui que ce soit. Toutefois, un manque de détails concernant les effectifs concernés et leurs emplacements opérationnels confirme la tendance à une transparence minimaliste, jetant un doute sur l'authenticité de cet effort. Nous avons déjà vu ce jeu être pratiqué précédemment.

Le Canada réaffirme son soutien indéfectible à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Avec nos alliés et nos partenaires, nous avons réagi - et continueront de réagir - énergiquement et collectivement à ces actes d'agression irresponsables et dangereux commis par la Fédération de Russie. Nos efforts pour soutenir le peuple ukrainien se poursuivent alors que nous nous employons à intensifier notre appui militaire à l'Ukraine, comme indiqué dans les annonces faites récemment à propos de la fourniture de pièces d'artillerie M777, de caméras de drones et d'images satellitaires ainsi que d'armes légères et de munitions supplémentaires. Au travers de mécanismes tels que le Programme alimentaire mondial, nous fournissons également une aide humanitaire supplémentaire, d'un montant de 25 millions de dollars, axée sur la sécurité alimentaire de l'Ukraine. Comme l'a déclaré le Premier Ministre, M. Trudeau, lors de sa récente visite à Kiev, « Nous continuerons de faire tout ce qui est nécessaire pour nous tenir aux côtés de l'Ukraine, pas seulement parce que c'est la bonne chose à faire ou parce que les Ukrainiens sont nos amis, mais parce que nous défendons les principes de la démocratie qui assurent la sécurité des Canadiens. »

Nous devons rester les garants des principes d'un dialogue ouvert et honnête qui conditionnent toujours l'utilité du Forum pour la coopération en matière de sécurité (FCS). Nous ne laisserons pas le FCS devenir un outil de diffusion à tous crins de la propagande russe. Le besoin de la Russie de submerger sa propre population de mensonges, de lui présenter une autre réalité et de contrôler les informations qu'elle reçoit est méprisable et témoigne clairement de la crainte du Kremlin que son propre peuple découvre la vérité. Mais, il la découvrira. La vérité triomphera.

Nous continuerons, pour notre part, de nous battre pour la vérité et de tenir la Russie responsable de sa poursuite de cette guerre injuste. Nous continuons de demander résolument à la Russie de mettre fin à cette guerre d'agression, de se retirer du territoire de l'Ukraine et de renvoyer ses soldats en Russie, là où ils doivent être. La Russie a commencé cette guerre et la Russie peut l'arrêter.

Merci.

1009^e séance plénière

Journal n° 1015 du FCS, point 1 de l'ordre du jour

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DU ROYAUME-UNI

Monsieur le Président,

Une fois de plus, alors que la Russie poursuit son attaque non provoquée, préméditée et barbare contre l'Ukraine, nos collègues russes continuent également de colporter le blizzard de mensonges du Kremlin.

Alors que nous regardions les courageux combattants ukrainiens repousser une armée russe surpassée et frustrée dans sa tentative de progresser de la Biélorussie jusqu'à Kiev, nous avons aussi été les témoins d'un refus systémique de faire remonter le long de la chaîne de commandement militaire russe des informations relatives à la vraie situation sur le terrain. Sinon, pourquoi les commandants russes auraient-ils massé, même plusieurs jours après qu'il soit apparu clairement que la stratégie avait échoué, toujours plus de forces au nord de Kiev dans ce qui est devenu le plus long embouteillage du monde et où elles étaient vulnérables aux attaques et ont rapidement manqué de nourriture et de carburant ?

Ces mêmes troupes russes épuisées et mal équipées soutiennent à présent Poutine dans sa tentative d'« accaparement de terres » dans l'est de l'Ukraine. C'est l'illustration que l'échec du plan A de Poutine a donné lieu à une auto-préservation honteuse, décuplant l'échec, la colère, la malhonnêteté et la recherche de boucs émissaires. L'état-major russe a montré que sa propre préservation était prioritaire. Les crimes de guerre, la prise pour cible des civils et les pertes dans ses propres groupes tactiques de bataillon ne sont qu'autant de préoccupations secondaires.

Le mythe de la grande puissance et de la grande armée russes a été démasqué. Elles sont mal équipées, mal entraînées et mal dirigées.

Par leur invasion de l'Ukraine, Poutine, son premier cercle et ses généraux répètent les erreurs des régimes totalitaires du siècle dernier. Ils font preuve du même mépris pour la vie humaine, la souveraineté nationale et le système international fondé sur des règles.

Par leur invasion de l'Ukraine non provoquée, illégale, insensée et vouée à l'échec ; par leurs attaques contre des civils innocents et leurs foyers ; et par leurs atrocités généralisées, y compris le ciblage délibéré des femmes et des enfants, ils corrompent tous la mémoire des sacrifices passés et la réputation mondiale jadis flatteuse de la Russie.

Monsieur le Président,

Nous avons été clairs sur le fait que nous ne pouvons pas reprendre nos activités comme si de rien n'était alors que Poutine mène par choix sa guerre horrible et barbare contre nos amis ukrainiens. Et nous condamnons de nouveau dans les termes les plus fermes possibles le soutien que la Biélorussie continue d'apporter à la guerre d'agression que la Russie a déclenchée contre l'Ukraine, y compris le fait que la Biélorussie ait autorisé la Russie à utiliser son territoire pour lancer des attaques barbares contre le peuple ukrainien.

À cet égard, nous exprimons notre préoccupation la plus grande à propos du contrôle de l'état de préparation au combat ou prétendu « exercice inopiné » annoncé la semaine dernière. Tout en prenant acte de l'annonce faite dans le cadre de ce Forum, nous notons que peu de détails ont été fournis ou que les niveaux de transparence nécessaires n'ont pas été assurés en ce qui concerne notamment les dates, les lieux, les effectifs, les unités et le matériel concernés. Bien que nos collègues biélorusses aient déclaré que l'exercice ne constituait pas une menace, en l'absence d'informations concrètes, peut-être nous pardonneront-ils nos soupçons étant donné qu'ils nous ont donné les mêmes assurances en février.

En outre, nous prenons note de l'annonce faite hier par le chef d'état-major général des forces armées biélorusses, le général de division Viktor Gulevich. Ses affirmations selon lesquelles le contrôle constituait en partie une réponse à l'exercice DEFENDER-Europe 22, un exercice dans le cadre duquel une transparence totale a été assurée (y compris au sein de ce forum), détournent l'attention du fait que la Biélorussie n'a guère fait preuve de transparence s'agissant de son contrôle de l'état de préparation au combat au cours d'une période de tension et de crise extrêmes dans la région.

Le plus préoccupant est que, dans le cadre de ce contrôle, le général de division Gulevich a annoncé le déploiement d'unités des « forces spéciales » dans les « zones du sud » en réponse à la présence de forces armées ukrainiennes déployées à la frontière nord de l'Ukraine. Suggérer que c'est l'Ukraine qui constitue une menace pour la Biélorussie précisément le long des zones frontalières à partir desquelles la Biélorussie a permis à la Russie de lancer son avancée avortée vers Kiev est absurde et risque inutilement de déclencher une nouvelle escalade.

Monsieur le Président,

Notre priorité reste d'œuvrer – aussi longtemps qu'il le faudra – pour assurer le rétablissement de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de l'Ukraine. Le Royaume-Uni est solidaire de nos amis ukrainiens, notamment par la fourniture en cours d'une assistance militaire, alors qu'ils défendent leur patrie et se battent pour le simple droit à un avenir libre, pacifique et prospère.

Je vous remercie et je demande que la présente déclaration soit annexée au journal de la séance.